

les dossiers

INSEE LIMOUSIN

numéro 15 - juin 2012

L'année économique 2011 en Limousin

SOMMAIRE

Synthèse régionale	L'incertitude conjoncturelle freine l'économie limousine en 2011	1
Emploi	L'emploi salarié limousin repart à la baisse	3
Marché du travail	Pas d'embellie sur le marché du travail	4
Politique de l'emploi	En 2011, seule l'alternance progresse	5
Démographie d'entreprises	La création d'entreprises se replie en 2011	6
Prestations sociales	La progression du RSA se poursuit à un rythme ralenti	7
Agriculture	Une année agricole en demi-teinte	8
BTP	La construction de logements soutient l'activité du secteur	9
Transports	Une reprise fragilisée en fin d'année	10
Tourisme	L'offre des campings s'aiguise, celle des hôtels s'émousse	11

Synthèse régionale

L'incertitude conjoncturelle freine l'économie limousine en 2011

Malgré des perspectives encourageantes en tout début d'année, l'année économique limousine aura été impactée, comme de nombreuses régions, par les tensions et les incertitudes liées au contexte européen et international. L'économie n'a pas retrouvé son fonctionnement d'avant-crise et le rattrapage semble plus difficile dans la région qu'au niveau national.

Avec une progression du produit intérieur brut de 1,7 % en 2011, l'économie française aura connu une croissance équivalente à celle de l'année 2010. Cependant, si la reprise de 2010 avait été plutôt régulière après la forte récession de l'année précédente, l'année 2011 présente un profil assez différent. En effet, l'activité, qui a rebondi au cours du premier trimestre, s'est essouffée sur le reste de l'année. Les tensions liées à la gestion de la crise de la dette dans la zone euro au cours de l'été ont même fait craindre une entrée en récession en fin d'année. En Limousin, les signes de reprise observés en 2010, plus modérés qu'au niveau national, ne se sont pas confirmés.

L'emploi se contracte

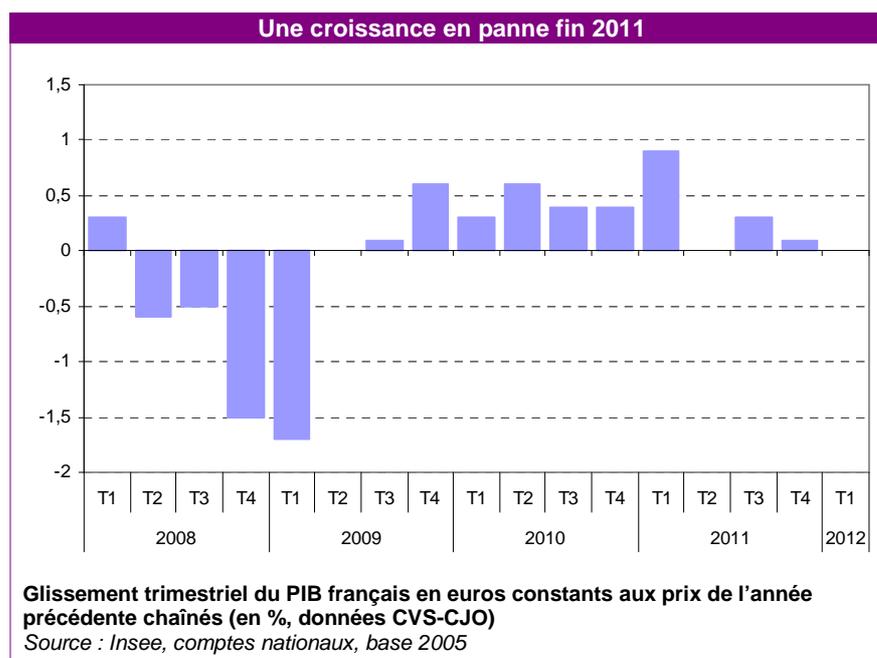
Alors qu'il progresse de 0,4 % en France, l'emploi salarié se contracte de 0,6 % en un an dans la région. Malgré un rebond au deuxième trimestre, le redressement observé en 2010 ne s'est donc pas poursuivi. L'intérim et la construction sont les deux secteurs les plus touchés. Traditionnellement moteur de l'emploi régional, l'effectif salarié dans les services parvient à se maintenir malgré un second semestre difficile. Seul signal positif après les pertes sévères subies pendant la crise, l'industrie limousine redevient légèrement créatrice d'emploi en 2011, pour la première fois depuis de nombreuses années. Et le recours au chômage partiel reste modéré.

Nouvelle dégradation sur le marché du travail

Dans un contexte général de faiblesse de l'activité, le recul de l'emploi salarié pèse sur le marché du travail limousin, dont la situation se dégrade. Les offres se replient par rapport à 2010 et la demande d'emploi progresse plus vite qu'en France. Les seniors et les chômeurs de longue durée sont les plus touchés.

L'emploi aidé se replie

Par ailleurs, l'emploi aidé apporte un soutien moins important à l'économie régionale : les contrats uniques d'insertion ont été moins nombreux qu'en 2010, notam-



ment dans le secteur marchand. Les contrats d'insertion dans la vie sociale, qui concernent les jeunes en difficulté, sont en recul. En revanche, la formation en alternance progresse nettement, tant pour les contrats d'apprentissage que pour les contrats de professionnalisation.

Le chômage progresse

Reflétant ces diverses tensions, le taux de chômage limousin progresse régulièrement sur l'année pour atteindre 8,5 % au quatrième trimestre 2011. S'il reste inférieur au taux métropolitain (9,4 %), l'écart se réduit au fil du temps. En Creuse, le taux de chômage dépasse la moyenne nationale et la Corrèze, jusque là plus préservée, enregistre la progression la plus forte de la région.

Plus de bénéficiaires du RSA

Reflète social d'une situation économique plus difficile, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active progresse en Limousin comme en France, mais à un rythme ralenti. Il bénéficie à 18 300 foyers limousins et couvre 39 700 personnes fin 2011. Dans la région, il est plus souvent versé en complément d'une activité profes-

sionnelle qu'au niveau national. Mais la part des bénéficiaires qui le perçoivent dans sa composante minimum social augmente, notamment en Corrèze.

Moins de créations d'entreprises

En Limousin comme en France, le climat d'incertitude impacte la création d'entreprise. Dans la région, elle diminue dans tous les secteurs d'activité et toutes les formes d'entreprises, y compris les auto-entreprises. Sur l'ensemble de l'année, les défaillances d'entreprises ont été plus nombreuses qu'en 2010 en Limousin, alors qu'elles restaient stables au niveau national.

Hausse de l'activité dans les transports

Cependant, témoignant d'une certaine résistance, le secteur des transports enregistre une légère diminution du nombre de défaillances qui s'accompagne d'une progression du nombre de créations, la première depuis cinq ans. Le transport routier de marchandises s'est intensifié en 2011 : les volumes transportés augmentent, favorisant la progression des chiffres d'affaires. De même, l'activité de transport

Synthèse régionale

de voyageurs est en hausse. Sur le réseau de transport express régional, elle a progressé jusqu'au mois de juillet, avant de se replier. Dans le trafic aérien, la hausse significative du nombre de voyageurs reflète notamment la montée en charge de l'aéroport de Brive. Malgré ces bons résultats, la situation de l'emploi ne s'améliore pas en 2011 dans les transports.

Le logement neuf soutient le BTP

La construction figure parmi les secteurs dont l'emploi a été le plus impacté par la crise. En 2011, il poursuit son repli et les entrepreneurs recourent davantage à l'intérim. Si la construction neuve de logements soutient l'activité du secteur, celle de locaux non résidentiels s'effondre. Parallèlement, la situation dans les travaux publics demeure préoccupante avec un nouveau repli du chiffre d'affaires. La faiblesse des carnets de commandes dans les travaux publics et la baisse des autorisations de construire observée en 2011, tant pour le logement que pour les locaux, semblent indiquer que 2012 sera une année encore difficile.

Une année agricole atypique

L'année se caractérise enfin par des conditions météorologiques exceptionnelles, qui ont marqué l'agriculture limousine, mais n'ont pas eu de répercussion sur le tourisme dans la région.

Avec un début d'année clément, les mises à l'herbe des troupeaux ont été précoces mais la période de sécheresse qui a suivi a fait craindre une hausse des coûts pour les éleveurs. Les abattages ont donc été nombreux au cours du premier semestre, et les cours, tirés par la demande extérieure, ont progressé. De nouveaux débouchés se sont ouverts, notamment en Turquie. Néanmoins, le revenu des éleveurs devrait encore être pénalisé par la hausse des coûts de production, en particulier celle des coûts de l'alimentation animale.

Nouveau succès dans les campings de la région

Pendant la saison estivale, les campings limousins, dont la montée en gamme se poursuit, ont accueilli moins de campeurs mais ces derniers ont séjourné plus longtemps dans la région. Au final, la fréquentation des établissements de plein air de la région a une nouvelle fois progressé. Dans

les hôtels, la fréquentation s'est maintenue difficilement, soutenue par une clientèle d'affaires. Les taux d'occupation sont bien orientés grâce aux fermetures hors saison et malgré la désaffection d'une partie de la clientèle.

Des perspectives 2012 peu encourageantes

Après une fin d'année 2011 difficile, le début de l'année 2012 ne laisse guère entrevoir d'amélioration générale. Le ralentissement attendu s'est confirmé avec la stabilité du produit intérieur brut au premier trimestre, tant au niveau national que dans la zone euro. Le contexte européen reste très tourmenté et les perspectives de croissance sur l'ensemble de l'année demeurent faibles.

■ **Nathalie GARRIGUES**
Insee Limousin

Emploi

L'emploi salarié limousin repart à la baisse

Le redressement enregistré en 2010 ne s'est pas confirmé : en 2011, l'emploi salarié limousin se contracte de 0,6 %. Pourtant, pour la première fois depuis de nombreuses années, l'industrie crée des emplois. Mais la région est particulièrement pénalisée par l'évolution des effectifs dans l'intérim et la construction, et par un second semestre difficile dans les services.

En Limousin comme en France, l'emploi n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise et le rattrapage s'avère plus difficile dans la région. Au niveau national, la tendance à la hausse constatée en 2010 se poursuit jusqu'en milieu d'année 2011 mais se tasse au second semestre. L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands progresse cependant de 0,4 % sur l'année. En Limousin, malgré un rebond au deuxième trimestre, les effectifs salariés sont en repli de 0,6 %, soit une perte de près de 900 emplois sur l'année.

L'industrie crée des emplois

Sous l'effet de la crise, la baisse de long terme de l'emploi industriel limousin s'était accélérée, notamment en 2009 puis s'est ralentie en 2010. En 2011, avec 170 emplois créés, les effectifs salariés progressent de 0,5 % dans l'industrie limousine, portés par la fabrication de matériel de

transport (+ 6,5 %) et le secteur des industries extractives, de l'énergie et de l'eau (+ 2,5 %). L'emploi industriel limousin semble ainsi se stabiliser.

La construction et l'intérim particulièrement affectés

Les effectifs dans les services marchands hors intérim progressent de 0,2 %, soit à peine 110 emplois créés en 2011. Habituellement moteur de la croissance de l'emploi régional, les services perdent leur dynamisme au second semestre. Sur l'année, ils parviennent à se maintenir grâce aux créations d'emplois dans l'hébergement et la restauration, les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien hors intérim. Mais les pertes d'effectifs sont importantes dans les transports et l'entreposage, ainsi que dans les activités récréatives et culturelles, les activités des associations et

certain services à la personne.

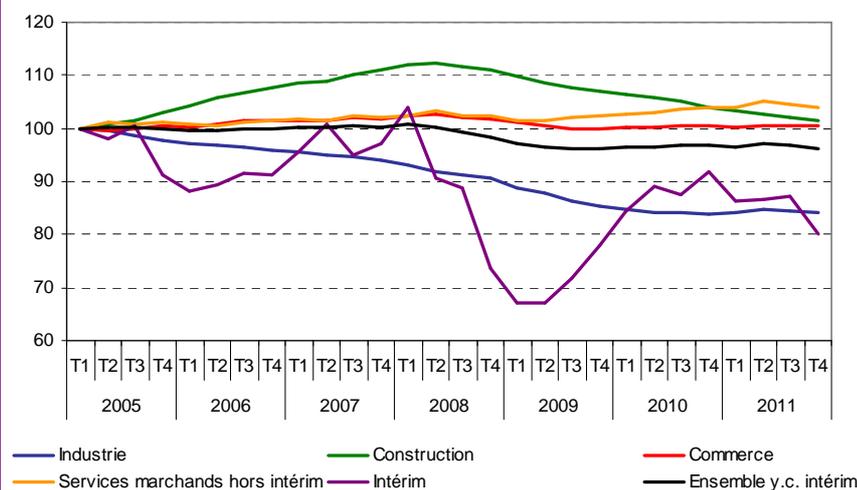
Alors que les effectifs salariés restent stables dans le commerce, l'emploi régional est particulièrement pénalisé par les pertes affectant l'intérim et la construction. Principal moteur de la reprise de l'emploi en 2010, l'intérim se replie de 12,8 % en 2011. Le secteur a perdu 760 emplois, essentiellement au cours du quatrième trimestre. La construction subit toujours les effets de la crise et enregistre une baisse continue de ses effectifs : avec 390 emplois de moins en 2011, les effectifs se contractent de nouveau (- 2,5 %). Depuis la mi-2008, ce secteur a ainsi perdu près de 10 % de ses effectifs.

La Haute-Vienne résiste

Après une légère progression en 2010, l'emploi se stabilise en Haute-Vienne en 2011. Mais les créations d'emploi dans les services marchands hors intérim et l'industrie compensent à peine les pertes enregistrées dans l'intérim, la construction et le commerce. Les deux autres départements affichent une évolution de l'emploi autour de - 1,2 %. Ainsi, le rebond observé en Corrèze en 2010 ne se confirme pas et le département perd 630 emplois, malgré la progression de l'industrie et du commerce. L'intérim se replie de 18,6 % et explique à lui seul les deux tiers des pertes d'effectifs du département. Après une année 2010 en demi-teinte, la baisse de l'emploi s'accélère de nouveau en Creuse. Tous les secteurs se contractent hormis le commerce qui parvient à se maintenir. Au total, le département enregistre 210 emplois de moins qu'en 2010.

■ Frédéric CARPENTIER
Insee Limousin

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié en Limousin en indice
(base 100 au 1^{er} trimestre 2005 - données CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Champ : emploi salarié marchand hors agriculture, administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale et particuliers employeurs

Emploi salarié par département et par secteur au 31 décembre 2011 (données CVS)

	Effectifs salariés au 4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution des effectifs salariés en 2011 (en %)					Ensemble y.c. intérim
		Industrie	Construction	Commerce	Services marchands hors intérim	Intérim	
Corrèze	49 557	+ 0,3	- 2,9	+ 1,1	- 1,1	- 18,6	- 1,3
Creuse	16 689	- 0,3	- 1,9	+ 0,2	- 1,5	- 12,1	- 1,2
Haute-Vienne	75 392	+ 0,7	- 2,4	- 0,7	+ 1,3	- 8,6	0,0
Limousin	141 638	+ 0,5	- 2,5	0,0	+ 0,2	- 12,8	- 0,6

Source : Insee, estimations d'emploi

Champ : emploi salarié marchand hors agriculture, administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale et particuliers employeurs

Marché du travail

Pas d'embellie sur le marché du travail

En 2011, la situation sur le marché du travail se dégrade. Après s'être stabilisé en 2010, le taux de chômage s'oriente de nouveau à la hausse et la demande d'emploi progresse, tout particulièrement chez les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée.

Après un premier semestre de repli et un second orienté à la hausse, le taux de chômage métropolitain s'établit à 9,3 % fin 2011. En Limousin, la situation sur le marché du travail continue de se détériorer tout au long de l'année et le taux de chômage atteint 8,6 % au quatrième trimestre, soit une progression de +0,4 point en un an. Cette évolution est plus forte que celle observée en métropole (+0,1 point), resserrant ainsi l'écart entre le niveau national et régional. C'est désormais la Creuse qui détient, depuis deux ans, le taux de chômage le plus élevé de la région (9,6 %), devant la Haute-Vienne (9,2 %). La progression annuelle est de 0,4 et 0,3 point dans ces départements. Avec 7,2 % de chômeurs, la Corrèze reste très en deçà du niveau national, mais enregistre une progression plus forte : +0,5 point en un an.

Des demandes d'emploi toujours plus nombreuses

Après deux années particulièrement difficiles, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi¹ atteint un niveau record : 44 540 en Limousin et plus de 4,3 millions en France métropolitaine. Dans la région, leur progression s'établit à 6,1 %, soit 0,8 point de plus qu'au niveau national. Les seniors limousins sont les plus durement touchés : le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans progresse de 14,3 % sur un an, mais un peu moins qu'en métropole (+15,3 %). À l'opposé, la demande d'emploi des jeunes augmente plus en Limousin que dans le reste du pays : +3,9 contre +2,1 %. La progression des

demandes d'emploi a plus affecté les femmes, en Limousin comme en France (+6,5 % et +6,8 %). Mais les hommes de la région sont plus touchés qu'au niveau national : le nombre de demandeurs d'emploi limousins augmente de 5,8 %, soit près de deux points de plus qu'en France métropolitaine.

Le chômage de longue durée est également plus prégnant dans la région. Au 31 décembre 2011, 41 % des demandeurs d'emploi étaient en recherche depuis plus d'un an, contre 38 % en métropole. Et leur progression est plus forte qu'au niveau national : +8,7 % contre +6,2 %. Sur les 18 200 Limousins dans ce cas, 53,3 % sont des femmes, soit 3 points de plus qu'en France.

En Limousin comme en France, la moitié des chômeurs de longue durée sont à la recherche d'un emploi depuis près de deux ans et cette durée médiane s'est dégradée sur les deux dernières années : elle a progressé de deux mois.

L'incertitude pèse sur les offres d'emploi

Alors que les offres d'emploi avaient augmenté sur une grande partie de l'année 2010 et début 2011, la tendance s'inverse à partir d'octobre et leur nombre diminue sévèrement. On compte ainsi près de 1 500 offres de moins qu'en 2010. Ce sont les offres d'emploi en CDI ou en CDD de plus de 6 mois qui diminuent, alors que les contrats de durée plus courte progressent légèrement. Parallèlement, le recours au chômage partiel est resté très mesuré tout

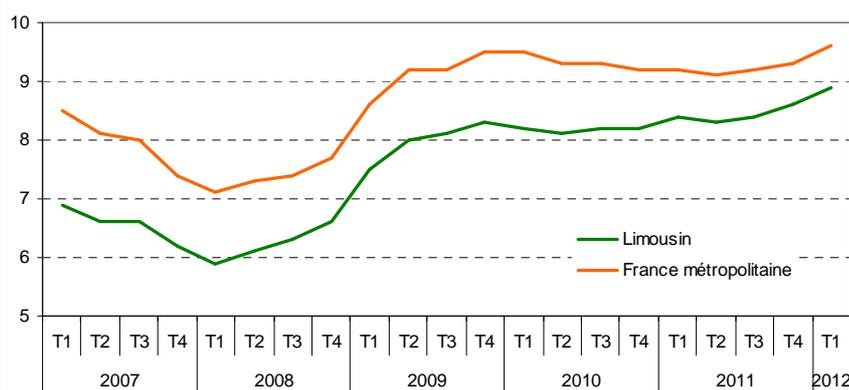
Dans cet article, seuls sont comptabilisés les demandeurs d'emploi :

- de catégorie A, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité dans le mois écoulé ;
- de catégorie B, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité d'au plus 78 heures dans le mois écoulé ;
- de catégorie C, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois écoulé.

au long de l'année 2011. Les niveaux d'heures autorisées et effectivement consommées par les entreprises de la région étaient encore importants début 2010. Depuis, la demande et la consommation de chômage partiel sont fortement orientées à la baisse, mais semblent repartir à la hausse en fin d'année 2011, témoignant d'un contexte redevenu plus incertain.

■ Richard BOUSREZ
DIRECCTE Limousin

Taux de chômage (données CVS)



Source : Insee, taux de chômage localisés

¹ Demandeurs d'emploi de catégories A, B et C - données brutes

Politique de l'emploi

En 2011, seule l'alternance progresse

Alors que les contrats uniques d'insertion sont en repli en raison d'une diminution importante du nombre d'emplois aidés dans le secteur marchand, le recours à l'alternance enregistre une forte progression en 2011.

Dans un contexte économique chahuté, la formation en alternance constitue un enjeu majeur visant la qualification des demandeurs d'emploi au plus près des besoins des entreprises. Elle demeure une priorité forte des politiques publiques en faveur de l'emploi. Ainsi, en Limousin, les entrées dans les dispositifs de formation en alternance repartent à la hausse en 2011 : elles ont progressé de 20 % après une année 2010 où elles s'étaient tout juste maintenues. Ce rebond de l'alternance est presque trois fois plus élevé qu'au niveau national, où il augmente de 7,4 %. En Limousin, dans près de sept cas sur dix, le recours à l'alternance se fait dans le cadre de contrats d'apprentissage, qui s'adressent surtout aux jeunes en formation initiale. Ce sont eux qui enregistrent la plus forte progression en 2011 : + 23 %. Visant un public plus large, notamment les chômeurs, les contrats de professionnalisation bénéficient également à un public plus nombreux qu'en 2010 : le nombre de contrats conclus progresse de 15 %.

Des contrats aidés surtout dans le secteur non marchand

Les contrats aidés figurent au tout premier rang des mesures en faveur de l'emploi. Ils accordent des exonérations spécifiques de cotisations sociales ou des aides financières aux employeurs qui souhaitent recruter des publics en difficulté sur le marché du travail. Ces derniers ont fait l'objet d'une refonte, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2010. Ainsi, le contrat unique d'insertion

L'apprentissage en Limousin en 2011

En 2011, parmi les bénéficiaires de contrats d'apprentissage hors domaine agricole, les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes. En Corrèze et en Haute-Vienne, l'apprentissage concerne surtout des hommes, nombreux dans l'industrie et la construction. En revanche, les apprenties sont légèrement plus représentées en Creuse : deux fois plus nombreuses que les hommes dans le tertiaire, elles sont très présentes dans l'hébergement et la restauration, le commerce et les activités de services, alors que dans les deux autres départements, les contrats d'apprentissage dans le tertiaire concernent autant d'hommes que de femmes.

Très présentes sur le territoire régional, les entreprises de moins de 50 salariés concluent près de 84 % des contrats d'apprentissage alors qu'elles concentrent 60 % de l'emploi salarié. Mais ce sont surtout les très petites entreprises qui embauchent le plus d'apprentis : les entreprises de moins de 10 salariés, qui représentent 29 % de l'emploi ont conclu en 2011 plus de 65 % des contrats d'apprentissage de la région.

concerne les emplois proposés dans le secteur marchand (les CUI-CIE : Contrats uniques d'insertion - Contrats initiative emploi) et dans le secteur non marchand et associatif (les CUI-CAE : Contrats uniques d'insertion - Contrats d'accompagnement dans l'emploi). Avec plus de 5 300 contrats conclus en 2011, les emplois aidés dans le secteur non marchand continuent de progresser (+ 4,4 %). En revanche, les emplois aidés dans le secteur marchand subissent une nouvelle année de baisse avec 412 contrats conclus en 2011, soit - 61 %.

Moins d'aides aux jeunes en difficulté

En 2011, près de 1 800 jeunes ont bénéficié d'un contrat d'insertion dans la vie

sociale (CIVIS). Le nombre de ces contrats, permettant d'accompagner les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion professionnelle, a reculé de plus de 27 % en Limousin et de 21 % en France. La réduction des objectifs 2011 pour ce type de dispositif et la diminution de l'allocation allouée à ses bénéficiaires expliquent en grande partie cette évolution.

■ **Émeline BARRIÈRE**
DIRECCTE Limousin

Flux annuels d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi dans la région Limousin, en nombre

	2009	2010	2011	Évolution 2010-2011 (en %)
Contrats en alternance :				
Contrats de professionnalisation	955	1 088	1 253	+ 15,2
Contrats d'apprentissage	2 608	2 256	2 777	+ 23,1
Emplois aidés secteur marchand :				
CUI - Contrat initiative emploi	*	1 059	412	- 61,1
Emplois aidés secteur non marchand :				
CUI - Contrat d'accompagnement à l'emploi	*	5 108	5 331	+ 4,4
Mesures d'accompagnement des jeunes :				
Contrats d'insertion à la vie sociale (CIVIS)	2 566	2 459	1 789	- 27,2

* le Contrat unique d'insertion (CUI) a remplacé en 2010 les contrats aidés issus de la loi de Cohésion sociale

Source : DIRECCTE Limousin.

Démographie d'entreprises

La création d'entreprises se replie en 2011

L'année 2011 est marquée par une nette diminution des créations d'entreprises dans la région, comme au niveau national. Ce repli concerne toutes les formes d'entreprises et la quasi-totalité des secteurs d'activité. Sur l'ensemble de l'année, les défaillances d'entreprises se font par ailleurs plus nombreuses.

En 2011, en Limousin comme en France, la création d'entreprises est en repli. Avec 4 300 nouvelles entreprises dans les secteurs marchands¹, le Limousin enregistre une chute de 14 % par rapport à l'année 2010, première année au cours de laquelle le seuil des 5 000 entreprises créées avait été franchi. En France métropolitaine, la création d'entreprises fléchit de 12 %. Le recul important de la création d'entreprises concerne les trois départements de la région, mais il est près de deux fois plus important en Creuse qu'en Corrèze ou en Haute-Vienne.

Plus d'une création sur deux est une auto-entreprise

Dans un contexte économique très incertain, la diminution des créations d'entreprises concerne toutes les formes juridiques d'entreprises mais elle est particulièrement marquée pour les auto-entreprises. Ce dispositif, qui a connu une forte montée en puissance en 2009, marque le pas. Si les auto-entreprises représentent encore 55 % des entreprises créées dans la région en 2011, on compte, sous ce statut, 420 créations de moins qu'en 2010, soit un recul de 15 %. Cette baisse est cependant plus limitée qu'au niveau national (- 19 %).

Par ailleurs, les créations d'auto-entreprises repartent à la hausse en fin d'année en Limousin comme en France. Cette hausse se confirme de façon plus marquée début 2012. Avec près de 200 nouvelles entreprises de moins qu'en 2010, les créations d'entreprises individuelles enregistrent également un repli important en 2011 : il est deux fois plus élevé en Limousin (- 18 %) qu'au niveau national (- 9 %). Enfin, les créations de sociétés s'inscrivent également à la baisse dans la région (- 8 %), contrairement au niveau national où elles sont en légère progression (+ 2 %).

Repli de la création dans tous les secteurs

En 2011, plus d'une nouvelle entreprise sur deux a été créée dans le commerce, la construction et les services aux entreprises. Mais ces secteurs figurent parmi ceux où la création affiche le recul le plus net, aux côtés de l'industrie et du secteur regroupant les activités récréatives et culturelles, les activités des associations et certains services à la personne. Au final, la diminution des créations d'entreprises concerne la quasi-totalité des secteurs d'activité. Seuls trois secteurs enregistrent

plus de créations qu'en 2010 : le secteur de l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale, celui des activités immobilières et, dans une moindre mesure, les transports. Néanmoins, ces trois secteurs représentent moins de 15 % des entreprises créées en 2011.

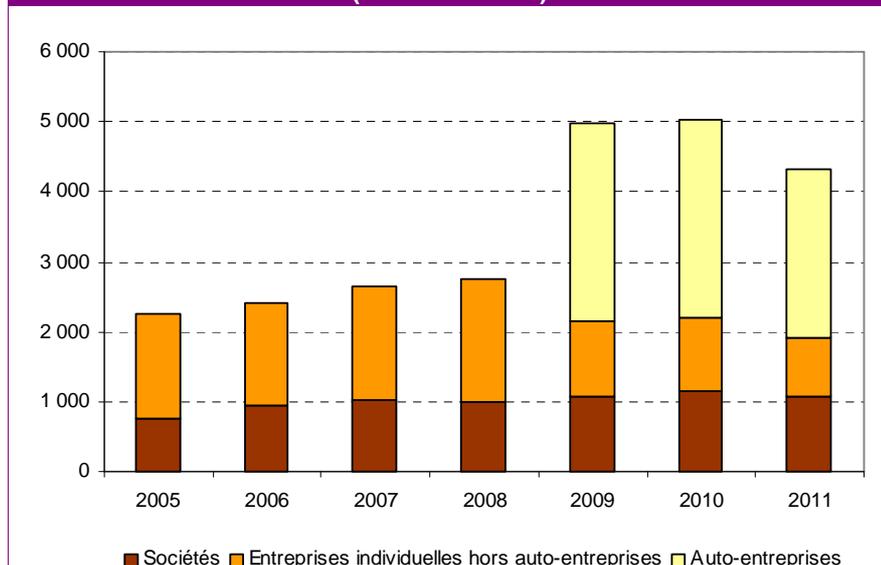
Plus de défaillances d'entreprises

Entre janvier et décembre 2011, 574 défaillances d'entreprises ont été jugées en Limousin, soit une augmentation de 11 % par rapport aux douze mois précédents. En France, les défaillances sont restées stables sur l'année 2011.

Dans près d'un cas sur deux, les défaillances concernent une entreprise du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration. Elles sont également en progression dans les services aux particuliers. Par rapport à 2010, les défaillances d'entreprises ont été moins nombreuses dans la construction.

■ Frédéric CARPENTIER
Insee Limousin

Nombre de créations d'entreprises en Limousin, par statut et par an (données brutes)



Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

¹ hors activités agricoles.

Prestations sociales

La progression du RSA se poursuit à un rythme ralenti

Fin 2011, quelque 18 300 foyers limousins bénéficient du revenu de solidarité active, couvrant une population de 39 700 personnes. Depuis sa mise en place en juin 2009, la progression du nombre de ses bénéficiaires semble ralentir, dans la région comme en France métropolitaine.

Au 31 décembre 2011, près de 18 300 foyers limousins bénéficient du revenu de solidarité active (RSA). En Limousin comme en France, leur progression s'établit à 2 % sur l'année, soit une évolution nettement moins dynamique qu'entre fin 2009 et fin 2010. Alors que le nombre de foyers bénéficiaires stagne en Corrèze, il progresse en Haute-Vienne (+ 2,5 %) et surtout en Creuse (+ 3,6 %).

Au total, dans la région, le RSA couvre une population de 39 700 personnes, soit 5,3 % de la population limousine contre 6,2 % au niveau national. Cette proportion est proche de celle de 2010 : c'est en Haute-Vienne qu'elle est la plus élevée (6,4 %) et en Corrèze qu'elle est la plus faible (3,7 %). En Creuse, le RSA couvre désormais 5,5 % de la population, soit une progression de 2,5 points par rapport à 2010.

Beaucoup de bénéficiaires ont une activité

Le RSA s'adresse aux personnes sans activité, pour lesquelles il assure une fonction de minimum social (RSA socle). Mais il peut aussi concerner les foyers aux revenus modestes en venant compléter un faible revenu d'activité (RSA activité). Cette situation est plus fréquemment observée en Limousin qu'en France. Ainsi, en 2011, près de 42 % des bénéficiaires perçoivent le RSA activité, seul ou en association avec le socle, contre seulement 36 % en

Les différents publics

Le RSA majoré s'adresse aux femmes enceintes ou aux personnes isolées avec au moins un enfant à charge pendant une période limitée.

Le RSA jeune s'adresse aux personnes de 18 à 25 ans sans enfant qui ont exercé une activité à temps plein au moins deux ans sur les trois dernières années.

Le RSA non majoré s'adresse aux autres personnes de plus de 25 ans.

France métropolitaine. Alors qu'en Haute-Vienne cette proportion est proche de la moyenne régionale, elle est plus importante en Corrèze et en Creuse (respectivement 48 et 46 %, soit près de la moitié des bénéficiaires).

Le RSA comme minimum social en progression

Néanmoins, l'année 2011 est marquée par la progression de la part des bénéficiaires de la composante minimum social du RSA. Ainsi, le nombre de bénéficiaires du RSA socle, perçu seul ou cumulé avec la composante activité, est en hausse de 3 % en Limousin, alors que ceux qui perçoivent la seule composante activité voient leurs effectifs stagner. Cette évolution est plus marquée en Corrèze, où la composante activité seule se replie de 4 %, au profit des composantes minima sociaux qui

Les différentes composantes de la prestation

Le RSA Socle seul concerne les foyers sans aucun revenu d'activité et dont les ressources sont inférieures à un montant forfaitaire.

Le RSA Socle et Activité s'adresse aux foyers ayant de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur à un montant forfaitaire.

Le RSA Activité seul concerne les foyers ayant de faibles ressources d'activité mais dont les ressources sont supérieures au montant forfaitaire.

Pour 2012, le montant forfaitaire s'élève à 474,93 € pour une personne seule et à 997,36 € pour un couple avec 2 enfants.

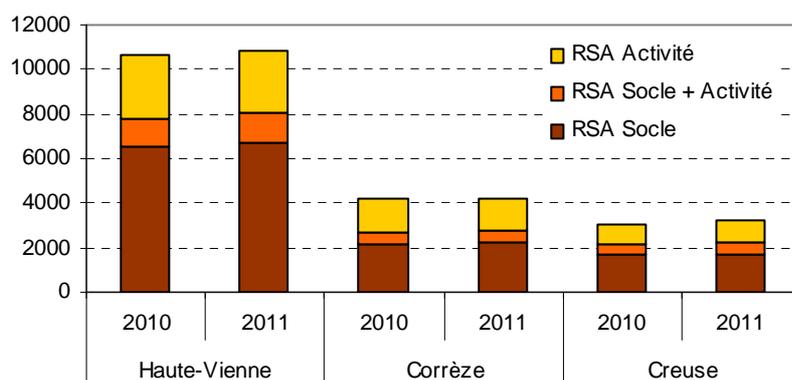
progressent de 3 %.

Si 86 % des bénéficiaires perçoivent cette prestation sans majoration, ils sont 13 % à bénéficier d'une majoration pour situation d'isolement avec enfant(s) à charge ou à naître. Le RSA majoré pour parents isolés concerne ainsi près de 2 400 allocataires. Enfin, avec 127 bénéficiaires, le RSA jeune représente moins de 1 % des bénéficiaires de la prestation. Entré en vigueur au 1^{er} septembre 2010, il concerne, dans six cas sur dix, des jeunes hauts-viennois.

Au total, plus de 78 millions d'euros ont ainsi été versés au titre du RSA en Limousin pour l'année 2011. Ce montant relève pour 20 % de l'État, qui finance le RSA activité et le RSA jeune et pour 80 % des Conseils généraux, qui financent le RSA socle et le RSA majoré.

■ Frédéric ARNAUD,
Caisse d'allocations familiales
de la Haute-Vienne
■ Mathilde PIERRE
Caisses d'allocations familiales
de la Corrèze et de la Creuse

Nombre de foyers bénéficiaires du RSA en Limousin, par composantes



Source : Caisses d'allocations familiales

Agriculture

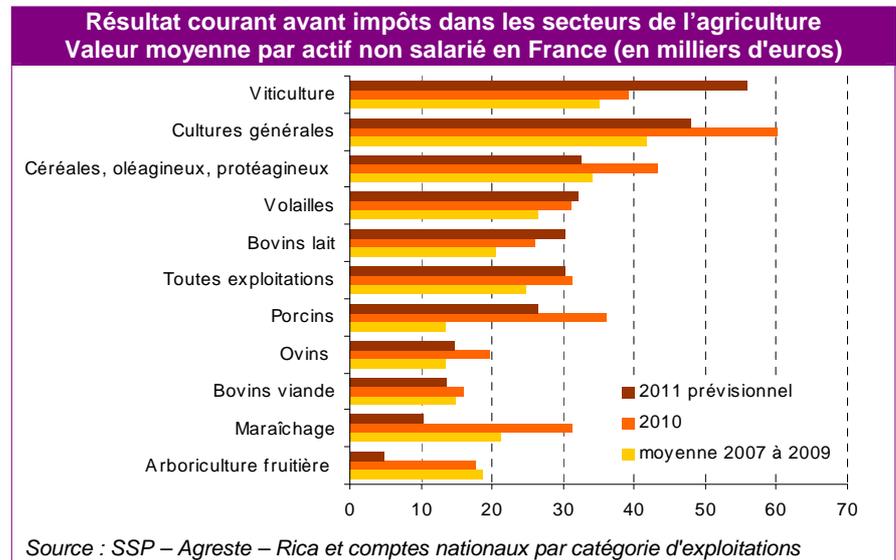
Une année agricole 2011 en demi-teinte

Marquée par des conditions météorologiques atypiques, l'année agricole 2011 offre un visage contrasté, avec des marchés plutôt favorables pour les productions bovines limousines, mais des coûts de production en hausse, et au final un revenu qui devrait être globalement pénalisé.

Les conditions météorologiques atypiques ont fortement impacté l'année agricole 2011. Le début d'année, et tout particulièrement les mois de mars et avril, ont été favorables à la pousse de l'herbe. Avec une disponibilité supérieure de 40 % à la normale de la période, les mises à l'herbe des troupeaux ont été précoces. Puis la sécheresse s'est installée progressivement, pour atteindre un déficit hydrique exceptionnel jusqu'à la mi-juillet. La production de fourrage en a été très affectée. Face à cette situation, des mesures d'urgence ont été déclenchées : procédures de calamités agricoles, acheminement de paille. La fréquence des épisodes pluvieux de mi-juillet à fin août a provoqué un réveil de la végétation, permettant au final de sauver les rendements en céréales, sans pour autant compenser le déficit printanier de production des prairies. L'automne a, comme le printemps, été très sec, et décembre très pluvieux.

Un contexte favorable pour les bovins

Dans ce contexte, les abattages de bovins ont été nombreux sur le premier semestre : la crainte d'un manque de fourrages et la hausse du coût de l'alimentation animale ont favorisé l'approvisionnement des abattoirs au printemps. Puis, le marché s'est tendu, et les cours ont été tirés par la demande extérieure. En perte de compétitivité, l'approvisionnement mondial en provenance du Mercosur¹ s'est réduit, ouvrant de nouveaux débouchés à la viande et aux animaux limousins. Si l'Italie reste la principale destination des bovins et



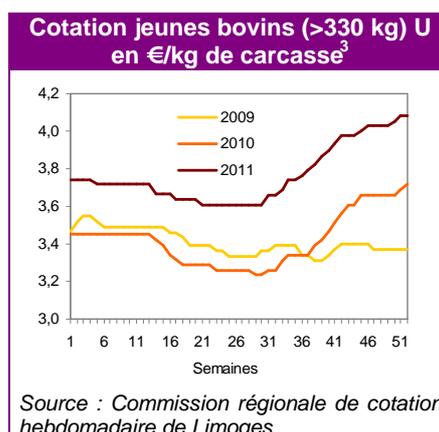
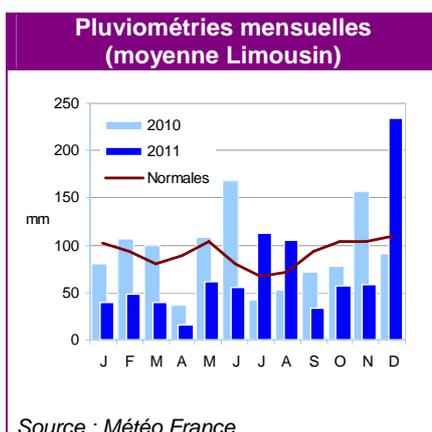
de la viande bovine française, la Turquie a également ouvert son marché, d'abord par l'achat de viande, puis par l'importation de bovins vivants. Comme ceux des bovins finis, les cours des brouards limousins ont progressé à partir de l'été.

Des revenus pénalisés par la sécheresse ?

Malgré une évolution favorable des prix aux producteurs en fin d'année, le revenu des éleveurs est pénalisé par la hausse des coûts de production. Au niveau national, il reculerait ainsi de 13 % par rapport à 2010 pour les éleveurs spécialisés en bovins viande². L'alimentation animale, premier poste de dépense des éleveurs, subit toujours la flambée des cours des matières premières intervenue en 2010. De plus, la sécheresse du printemps a provo-

qué des achats supplémentaires d'aliments ou de fourrages. Cependant, les effets de la sécheresse sur le revenu des éleveurs restent encore à préciser par l'estimation des achats supplémentaires induits mais également par celle des indemnités attribuées. La situation est assez similaire en élevage ovin, qui constitue la deuxième production agricole de la région.

■ Catherine LAVAUD
DRAAF Limousin



¹ Le Marché commun du sud rassemble l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

² Source : Agreste - comptes prévisionnels de l'agriculture.

³ Le classement EUROP désigne la qualité des carcasses ovines et bovines (de E excellent à P médiocre).

BTP

La construction de logements soutient l'activité du secteur

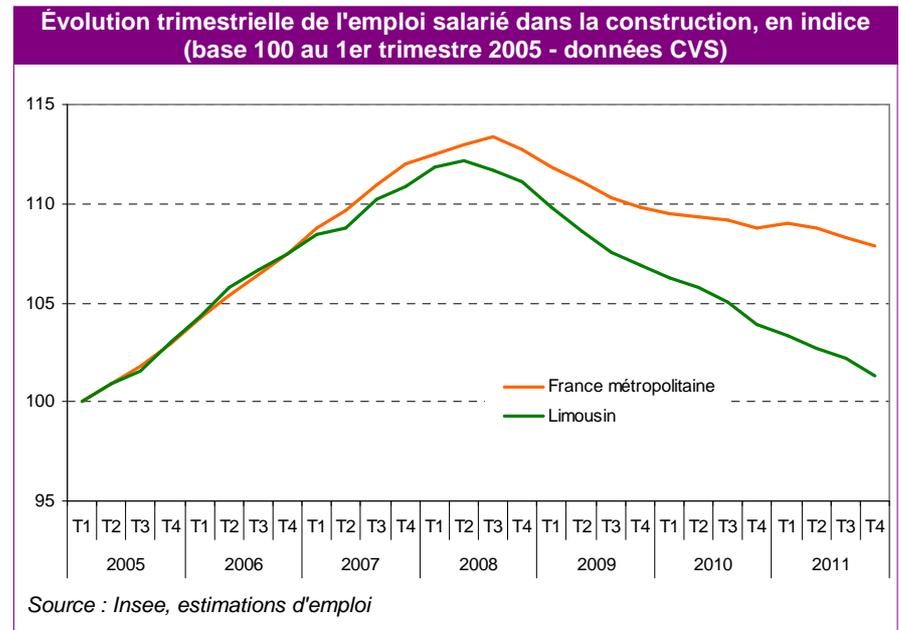
Si le bâtiment affiche de bons résultats, l'activité dans les travaux publics reste préoccupante. Les perspectives demeurent mal orientées et l'emploi continue à se contracter.

La construction neuve résidentielle est restée dynamique en 2011. Maisons, appartements ou logements en résidence, les mises en chantier de tous les principaux types de logements ont progressé de 7,4 % par rapport à 2010. Mais cette évolution est en grande partie portée par la Haute-Vienne. En Corrèze, malgré le soutien de la demande de logements en résidence, le nombre de logements mis en chantier s'est stabilisé, alors qu'il s'est tassé en Creuse. Dans le secteur de l'entretien rénovation, l'activité s'est maintenue.

Dans le même temps, la reprise observée en 2010 concernant les locaux non résidentiels ne s'est pas prolongée en 2011 et l'activité s'est même effondrée de près de 30 % : le dynamisme lié aux bâtiments de services publics, à l'hébergement hôtelier, aux locaux pour l'artisanat et les bureaux, n'a pas compensé la diminution importante des mises en chantier de surfaces commerciales.

Une situation préoccupante dans les travaux publics

Pour les travaux publics, la Fédération régionale souligne un niveau d'activité en recul significatif. Le chiffre d'affaires dans



ce secteur, qui ne cesse de se contracter depuis 2007, passe ainsi sous la barre des 400 millions d'euros en 2011.

Dans l'industrie des carrières et des matériaux de construction, le bilan est contrasté selon le secteur. Si la production de béton prêt à l'emploi a augmenté de 7 % en 2011, en revanche, l'extraction de granu-

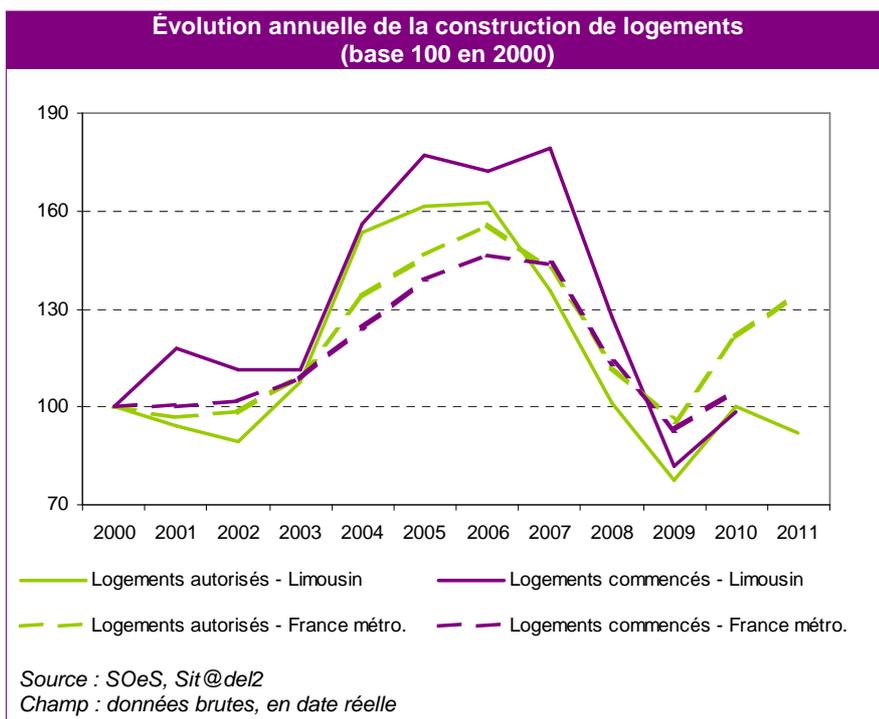
lats est en repli de 14 %.

Les premières tendances 2012 vont dans le sens d'une année encore plus difficile. L'activité de la construction neuve pourrait de nouveau se contracter au vu de la baisse des autorisations de construction de logements et de surfaces non résidentielles enregistrées au cours de l'année 2011. L'état des carnets de commandes accroît le pessimisme des entrepreneurs de travaux publics quant à leur activité future.

L'emploi toujours en baisse dans la construction

La situation difficile de l'activité et le manque de perspectives continuent d'impacter le niveau de l'emploi. En 2011, les effectifs permanents dans la construction poursuivent la baisse entamée depuis la mi-2008. Les pointes de charge semblent régulées par un recours plus appuyé à l'intérim dont le volume s'est accru, en particulier dans les secteurs du second œuvre et des travaux publics.

■ Jean-Louis DUC
Cellule économique
du Limousin BTP



Transports

Une reprise fragilisée en fin d'année

En 2011, le secteur des transports a consolidé la reprise initiée l'année précédente. Cependant, dans un contexte économique difficile, des signes d'essoufflement se font sentir au second semestre et l'emploi salarié est en repli sur l'année.

Les échanges extérieurs du Limousin ont continué leur progression en 2011. Les exportations et importations ont augmenté respectivement de plus de 13 % et 10 % en valeur, affichant ainsi de meilleures performances qu'au niveau national. Par ailleurs, avec 43 nouvelles entreprises en 2011, la création d'entreprises atteint son plus haut niveau depuis cinq ans dans les transports. Cependant, les évolutions sont contrastées selon les secteurs. En effet, les créations augmentent fortement dans le transport routier de marchandises et diminuent tout autant dans le transport routier de voyageurs. En parallèle, les défaillances d'entreprises ont été beaucoup moins nombreuses : 8 défaillances enregistrées en 2011, contre 15 en 2010.

Une fin d'année difficile pour l'emploi

Après des années 2008 et 2009 particulièrement difficiles, l'emploi salarié dans les transports poursuit début 2011 la stabilisation entamée en 2010, mais se détériore à nouveau au quatrième trimestre. Le recours au travail intérimaire est plus fréquent. Mais si les contrats sont plus nombreux (+ 14 % par rapport à 2010), leur durée moyenne est aussi en diminution de

Immatriculations : voitures particulières à l'arrêt

En 2011, les immatriculations de voitures particulières neuves continuent de fléchir en Limousin pour la deuxième année consécutive. Ainsi 22 123 véhicules ont été nouvellement immatriculés, soit une baisse de 4,2 % par rapport à 2010. Au niveau national, la baisse est plus contenue (-2,2 %). La fin de la prime à la casse au 31 décembre 2010 a vraisemblablement pesé sur les ventes, même si les offres commerciales promotionnelles ont sans doute permis d'en limiter les effets.

13 %. Au final, en équivalent temps plein, l'emploi intérimaire progresse seulement de 1 %.

Amélioration dans le transport de marchandises

En 2011, le transport routier de marchandises s'est intensifié dans l'hexagone. Qu'ils soient entrants, sortants ou internes à la région, les volumes globaux de marchandises transportés par la route, exprimés en tonnes-kilomètres, sont en augmentation de 3 % par rapport à l'année 2010. Les flux

internes sont les plus dynamiques (+ 13 %).

Au total, le chiffre d'affaires des entreprises de transport routier de marchandises a progressé de plus de 6 % en 2011, soit une hausse supérieure à celle anticipée en début d'année. Cette évolution est imputable en partie à l'augmentation des volumes transportés. Elle s'explique également par les prix pratiqués en répercussion partielle des hausses de charges, liées notamment au coût du carburant (+ 11 % en moyenne annuelle pour le gazole professionnel). En revanche, le montant total des investissements enregistre une baisse de 12 %. Mais les immatriculations de véhicules industriels lourds affichent une hausse de plus de 30 %.

Le transport de voyageurs progresse

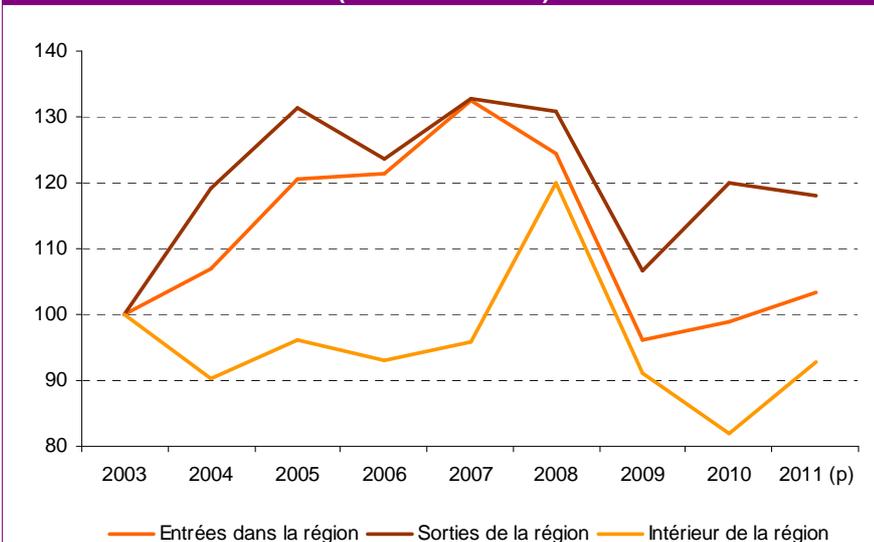
Le transport de voyageurs est bien orienté. Sur le réseau de lignes de transport express régional (TER), il est en hausse de plus de 2 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, après une progression du trafic jusqu'au mois de juillet, la tendance s'est inversée sur la deuxième partie de l'année.

Le trafic aérien de voyageurs affiche une hausse de près de 6 % avec 395 800 passagers transportés, grâce à la montée en charge de l'aéroport de Brive.

Les lignes nationales affichent une forte progression, la fréquentation augmentant de plus de 8 % à Limoges et de 38 % à Brive soit au total 16 600 passagers de plus. En 2011, sept passagers sur dix ont emprunté une compagnie low-cost.

■ Jean-Philippe POUJADE
DREAL Limousin

Évolution annuelle du transport routier de marchandises, en indice (base 100 en 2003)



Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

Champ : transport routier de marchandises, en millions de tonnes-kilomètres, hors transport international

(p) : données provisoires

Tourisme

L'offre des campings s'aiguise, celle des hôtels s'émousse

Alors que les campings limousins s'adaptent avec succès à une attente croissante de confort, la fréquentation des hôtels se maintient difficilement, bien qu'elle soit soutenue par les bons résultats de la saison en Corrèze. Plus nombreuses, les fermetures hors saison permettent globalement à l'hôtellerie limousine d'afficher des taux d'occupation en hausse, malgré la désaffection d'une partie la clientèle.

Au niveau national, le regain de fréquentation observé en 2010 se poursuit dans l'hôtellerie de tourisme après une mauvaise année 2009. En Limousin, les hôtels ont subi les effets de la crise de façon moins marquée qu'au niveau national, mais la région n'entrevoit pas de signe de reprise. En 2011, la fréquentation des hôtels limousins poursuit ainsi une légère tendance à la baisse. Près des deux tiers de cette baisse sont à imputer au recul continu de la clientèle étrangère entamé depuis 2007. Par ailleurs, depuis 2009, la fréquentation française dans les hôtels limousins est globalement en repli et ne compense plus la diminution de la clientèle étrangère.

La situation est cependant contrastée selon les départements. Après une mauvaise année 2010, les hôtels corréziens connaissent en 2011, comme les campings, une fréquentation estivale exceptionnelle. À l'inverse, la Haute-Vienne reste en-deçà des bons résultats de l'année 2010. En Creuse, la fréquentation 2011 est similaire à celle des années précédentes.

La clientèle d'affaires soutient l'hôtellerie

La clientèle d'affaires progresse dans l'hôtellerie limousine. Grâce à cette clientèle, qui loue généralement une chambre par personne, les hôteliers ont pu louer plus de chambres en 2011, mais sans empêcher une baisse globale de la fréquentation. En effet, la clientèle « de tourisme » est en repli dans les hôtels de la région. L'essor croissant mais difficilement mesurable d'autres modes d'hébergements

concurrents, tel que les meublés et résidences de tourisme, peut en partie expliquer cette baisse.

Plus de fermetures hors saison

Avec 49 chambres occupées pour 100 ouvertes à la location en moyenne sur l'année, le taux d'occupation des hôtels limousins s'améliore légèrement en 2011. Cette meilleure performance n'est qu'apparente. En effet, les fermetures d'établissements hors saison ont été plus nombreuses. La clientèle s'est donc reportée sur les établissements restés ouverts, faisant progresser mécaniquement les taux d'occupation en période creuse.

Par ailleurs, l'offre hôtelière limousine est très variée : entre hôtels de bord de route, hôtels-restaurant-PMU de petits bourgs, hôtels de chaînes situés en zones industrielles, hôtels de gares ou hôtels de luxe, la diversité des situations est importante. Parmi les quelque 250 hôtels de la région, les 27 établissements de plus de 50 chambres affichent un taux d'occupation moyen de 60 % en 2011, contre seulement 34 % pour les 70 hôtels de moins de 10 chambres. Sur l'ensemble du parc limousin, un hôtel sur quatre a un taux d'occupation annuel inférieur à 30 % contre seulement un sur dix en province.

Les campings surfent sur la tendance

Depuis 2009, le succès des campings limousins ne se dément pas. Avec 855 000 nuitées entre mai et septembre 2011, la

La réforme du classement hôtelier

La réforme du classement hôtelier résulte de la loi n°2009-888 du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques. Cette réforme porte sur deux grands axes (la refonte des critères et la procédure du classement) et se met progressivement en place jusqu'en juillet 2012. Elle peut donc impacter les évolutions entre 2010 et 2011 par catégorie d'hôtel, certains établissements étant répertoriés selon les nouvelles normes de classement, d'autres selon l'ancienne. Fin 2011, près de 11 % des hôtels limousins ont obtenu leur classement selon la nouvelle norme, contre 17 % en province.

fréquentation dans les campings limousins atteint un record. Les campeurs sont moins nombreux que les années précédentes mais la durée des séjours progresse. En se repositionnant vers le haut de gamme et le locatif¹, l'hôtellerie de plein air de la région répond à une demande de plus en plus exigeante. Ainsi, le parc locatif des campings 3 et 4 étoiles connaît une hausse de fréquentation exceptionnelle, qui dépasse les 30 % d'augmentation annuelle en Corrèze et Haute-Vienne.

■ Damien NOURY
Insee Limousin

¹ Bungalows, mobiles-home, caravanes, roulotte, yourtes.

Fréquentation de l'hôtellerie homologuée et des campings

	Hôtellerie de tourisme				Hôtellerie de plein air			
	Année 2011		Évolution 2010/2011		Saison 2011		Évolution 2010/2011	
	(en milliers de nuitées)		(en %)		(en milliers de nuitées)		(en %)	
	Nombre de nuitées	dont étrangers	Nombre de nuitées	dont étrangers	Nombre de nuitées	dont étrangers	Nombre de nuitées	dont étrangers
Corrèze	547	49	+ 6,2	+ 4,3	531	177	+ 11,9	+ 6,1
Creuse	143	10	+ 0,1	- 3,9	124	58	- 0,5	- 6,6
Haute-Vienne	621	79	- 6,0	- 5,8	199	79	+ 5,4	+ 11,9
Limousin	1 311	138	- 0,6	- 2,3	855	314	+ 8,4	+ 4,9
France métropolitaine	198 367	66 532	+ 3,2	+ 2,5	106 778	35 348	+ 2,8	+ 0,4

Source : INSEE ; DGCIS ; partenaires régionaux.

La direction régionale de l'Insee remercie les organismes qui ont contribué à cet ouvrage :

Caisses d'allocations familiales de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Pour plus d'informations : www.caf.fr

Cellule économique du Limousin BTP

Pour plus d'informations : www.cerc-actu.com - Région Limousin

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Pour plus d'informations : www.draaf.limousin.agriculture.gouv.fr

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Pour plus d'informations : www.limousin.directe.gouv.fr

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Pour plus d'informations : www.limousin.developpement-durable.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Le Hellaye
Rédactrice en chef, coordinatrice : Nathalie Garrigues
Maquette et mise en page : Nathalie Garrigues, Muriel Granet
Impression : Sotiplan - Limoges



29 rue Beyrand
87031 Limoges cedex

ISSN : 1951-297X
ISBN : 978-2-11-052870-4
Collection Insee Limousin Dossiers
(ISSN 1284-0335)
Code Sage : DOS1524
Dépôt légal : juin 2012

Publication exclusivement diffusée à titre gracieux